

# Temps d'affronter la réalité

À nous de choisir notre avenir

**A**ctuellement, quel est le problème qui vous semble le plus criant ? Nombreux sont les syndicats qui estiment que ce sont les changements climatiques. La crise qui s'amorce et qui se métamorphosera bientôt en catastrophe mondiale marquera notre fin si nous n'intervenons pas rapidement et de manière décisive.

Le réchauffement planétaire peut apparaître comme un sujet abstrait qui n'intéresse que les experts devant la crise financière et l'effondrement économique sans précédent depuis les années 30 au cœur desquels nous sommes plongés. Il est compréhensible que, pour beaucoup – particulièrement ceux qui souffrent des suites du présent ralentissement économique – les changements climatiques ne soient pas le problème de l'heure.

Le BIT, dont les propos font écho à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), parvenait en 2007 à cette conclusion objective :

« Des preuves irréfutables à l'échelle planétaire témoignent de l'émergence de nouveaux phénomènes de changements climatiques qui laissent présager des effets néfastes considérables sur les populations, les économies et les écosystèmes. Les niveaux de dioxyde de carbone et autres gaz « à effet de serre » dans l'atmosphère se sont brusquement élevés durant l'ère industrielle en raison de l'activité humaine comme l'utilisation de combustibles fossiles et la déforestation, que la croissance ergonomique et économique a encouragés... ». S'ensuivaient les statistiques sur lesquelles reposaient leurs propos :

« Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le méthane (CH<sub>4</sub>) et l'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O) comptent pour respectivement 50 %, 18 % et 6 % de l'ensemble du réchauffement climatique mondial dû à l'activité humaine. La plupart des effets à court et à moyen terme ne proviendront pas ni de la hausse de la température moyenne ni de l'élévation du niveau des mers, mais de l'accroissement des phénomènes météorologiques et d'une fréquence accrue des conditions météo extrêmes comme les ouragans, les sécheresses, les inondations et les canicules... »

« La couverture de neige a baissé de quelque 10% en haute et moyenne altitude de l'hémisphère Nord depuis la fin des années 60. Les glaciers de montagne et le manteau de neige ont régressé dans les deux hémisphères et le déclin du nombre de glaciers et de calottes glaciaires contribue à la montée du niveau des mers... »

« Le niveau des mers moyen sur la planète s'est élevé d'environ 1,8 mm par année entre 1961 et 2003,

mais entre 1993 et 2003, on a noté une montée de 3,1 mm par année. Les dernières découvertes scientifiques sur la question démontrent que les changements exercés sur les glaciers continentaux causeront une élévation du niveau des mers d'un mètre et plus d'ici 2100. Environ 600 millions de personnes habitent des zones vulnérables. »

« D'ici la moitié du siècle, on s'attend à ce que des pénuries d'eau douce touchent la population d'Asie qui compte au-delà d'un milliard d'âmes. On remarque déjà des effets néfastes sur l'agriculture, particulièrement en Afrique, où la culture sera sérieusement compromise si les émissions se poursuivent à la même intensité... »



« Les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont continué leur progression au cours de la dernière décennie. En 2004, les émissions de CO<sub>2</sub> atteignaient 25% de plus que les niveaux de 1990 (l'année de référence du Protocole de Kyoto). En conséquence, la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère s'est élevée plus rapidement au cours des derniers dix ans qu'à tout autre moment depuis qu'on a commencé à prendre des mesures en 1960. Si la tendance se maintient, on s'attend que les températures mondiales soient de 4 à 6 degrés Celsius plus élevées d'ici la fin du siècle. »

Même les industries comme celles du vêtement et du textile qui ont confié depuis fort longtemps leur production au tiers-monde sont d'importants contributeurs aux changements climatiques par leur excessive utilisation d'eau, d'énergie et de produits chimiques, par le déversement de leurs déchets et par la gigantesque empreinte carbone qu'elles génèrent pour transporter jusqu'à chez nous leurs marchandises.

Sans programmes de sécurité sociale appropriés, les désastres « naturels » désormais plus dévastateurs et plus fréquents exacerbent les tensions politiques existantes et l'instabilité. Faut-il pour s'en convaincre faire appel à un point de vue totalement différent (celui de la machine militaire et des services de renseignements des É-U) qui a jugé le réchauffement planétaire comme une menace de plus à leur sécurité nationale? Comme les niveaux des océans s'élèvent, les sécheresses, la concurrence pour la nourriture et pour l'eau s'aiguiseront dans



Simon Berlin

Directeur adjoint, SEPB-Québec

les pays les plus pauvres de la planète qui deviendront un « terreau fertile » où pourra fleurir l'instabilité, les soulèvements et les seigneurs de guerre. Un rapport du Pentagone préparé en 2003 prévoyait que les É-U (et les autres pays riches) devraient probablement « édifier des forteresses défensives autour de leur pays ». Tiens, en voilà une réponse originale pour contrer les changements climatiques!

Depuis les années 90, il y a des centaines d'avertissements scientifiques et de pronostics désastreux, et pourtant, bien peu a été fait.

Nous avons tous entendu parler du seuil critique d'augmentation de la température moyenne mondiale de 2° C. Les pays développés, s'ils veulent profiter d'une bonne chance de ne pas dépasser cette cible, doivent réduire leurs émissions de 25 % à 40 % des niveaux de 1990 d'ici 2020 et d'un colossal 50 % à 80 % d'ici 2050. Le Canada, pour faire sa part, doit réduire ses émissions d'au moins 80% des niveaux de 1990 d'ici 2050! De toute évidence, ce n'est pas la voie qu'a décidé d'emprunter le gouvernement conservateur.

Même la droite convient aujourd'hui qu'il y a crise. Nicholas Stern, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale estime que les effets absolus des changements climatiques pourraient coûter à l'économie mondiale 7 billions de dollars ou 1 000 \$ par année par individu sur la planète. Ne rien faire coûterait encore plus cher.

## Un nouveau concept – la dette climatique

Il nous reste encore une chance – probablement la dernière – pour sauver la planète. Mais comment faire et qui paiera la note ? Une réponse prometteuse mais controversée se profile : la dette climatique. L'idée est que « réparation » pour la crise climatique soit payée aux pays pauvres par les pays riches. Elle se concentre sur les responsables de la crise climatique (les pays développés) et sur ses plus grandes victimes (les pays en développement). Selon la Banque mondiale, 75 à 80 % des dommages causés par le réchauffement de la planète frapperont les pays en développement même s'ils n'auront que très mieux contribué aux gaz à effet de serre.

En voici un exemple : les Massaï ont perdu 5 millions de têtes de bétail en raison de la sécheresse causée par les changements climatiques. Pourtant, ils n'en sont pas responsables. Ils ne conduisent pas de véhicules énergivores, ne dirigent aucune usine alimentée au charbon ni n'assistent à des réunions d'affaires par avion, ni..., mais vous avez compris.

Le CO<sub>2</sub> présent dans l'atmosphère est très au-dessus des limites sécuritaires et sa concentration augmente rapidement. Les pays développés qui regroupent moins de 20 % de la population mondiale ont émis 75 % des gaz à effet de serre – à eux seuls, les États-Unis émettent 25 % des GES. N'oublions pas nos sables bitumineux – 2/3 du total des ressources pétrolifères du monde – la source d'émission de GES canadienne la plus importante, qui quadruplera d'ici 2015. Il s'agit du type de pétrole le plus dommageable pour l'atmosphère qui soit sur la planète.

Les nouvelles puissances émergentes comme la Chine, l'Inde et le Brésil ont aussi commencé à rejeter d'énormes quantités de CO<sub>2</sub> et devront porter leur juste part de responsabilité.

Angelica Navarro, négociatrice en chef en matière de climat pour la Bolivie l'explique ainsi : « Des millions de gens partout sur la planète – habitants de petites îles, ou de régions moins développées, les pays sans côtes marines tout comme les collectivités vulnérables... souffrent des effets d'un problème auquel ils n'ont pas contribué... la Bolivie ne peut alimenter une croissance économique avec une énergie polluante et peu chère, comme l'ont fait les pays riches – par contre, elle ne peut pas supporter le coût initial de la transition vers des énergies renouvelables. » La solution qu'elle propose comporte trois aspects :- les pays riches doivent payer les frais associés à l'adaptation aux changements climatiques, - rabaisser drastiquement leurs propres niveaux d'émission et - payer les pays du tiers-monde pour qu'ils passent directement et sans transition des énergies fossiles à des solutions de recharge plus propres.

Le président de l'Équateur Rafael Correa suggérait il y a deux ans de laisser le pétrole qui se trouve dans le sol de son pays et de faire payer les pays riches pour son extraction aidant ainsi un pays dont la moitié de la population vit dans la pauvreté et réduisant du même coup le CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

Contrairement au récent sauvetage des institutions financières et des banques où la richesse était simplement transférée aux plus riches, l'argent dépensé à la dette climatique financerait une transformation environnementale mondiale de même qu'une reprise économique. En Inde par exemple, des mini-centrales électriques alimentées à la biomasse ou à l'énergie solaire pourraient offrir une énergie faible en carbone à 400 millions d'Indiens qui n'ont pas d'ampoules électriques. Des centrales au charbon partout dans les pays en développement pourraient être converties grâce à la nouvelle technologie. Il y a encore bien d'autres exemples.

Le résumé que fait Naomi Klein est succinct : « Le monde en développement a toujours eu de nombreuses raisons d'en vouloir à leurs voisins du Nord

en raison de leur tendance à renverser leur gouvernement, à envahir leur pays et à piller leurs ressources naturelles. Mais jamais auparavant n'a-t-on connu de sujet aussi sédicioux que celui des populations des pays riches se refusant à même faire les plus petits sacrifices pour éviter une possible catastrophe climatique. » Hé, vous m'entendez monsieur Harper ?

## Qu'en est-il de Kyoto et de Copenhague ?

Tout le monde a entendu parler du Protocole de Kyoto. Une fois par année se tient un *jamboree* international : la Conférence des parties, ou COP, qui est l'instance directrice de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). COP 3 s'est tenue en 1997 à Kyoto où 37 pays industrialisés agréaient à des engagements obligatoires visant la réduction des émissions. Le Protocole de Kyoto entra en vigueur en 2005. En novembre 2009, 187 états avaient signé et ratifié le protocole. Un seul pays s'est abstenu – les É-U !

la défunte  
« Alliance canadienne »  
(la alma mater  
de Harper) s'est opposée  
à la ratification

Le protocole appelait à une « première période d'engagement » de 2008 – 2012 durant laquelle les 37 états s'engageaient à une réduction de 5,2 % des niveaux de 1990 de leurs émissions de GES. La cible du Canada était de 6 %. Le Canada ratifiait l'entente

en 2002, mais en dépit des sondages indiquant un appui au protocole de 70 %, la défunte « Alliance canadienne » (la alma mater de Harper) s'est opposée à la ratification. Puis en 2006, avec le Parti conservateur au pouvoir, les émissions ont augmenté de 21,7 % au-dessus des niveaux de 1990. Depuis, ce ne sont que tergiversations. Ce n'est pas que nous, mais le Canada est l'un des plus grands producteurs de GES sur la planète. Entre 25 % et 50 % de nos GES proviennent du transport. L'industrie en produit un 30 % à 35 % additionnel.

Passons de Kyoto directement à Bali (COP 13) puis à Copenhague (COP 15). Une chose est sûre : ils ont du goût quand il s'agit de choisir les sites de réunion. Le Plan d'action de Bali (PAB) lançait « un processus compréhensif pour permettre l'implantation soutenu et pleinement effective de la convention par le biais d'un plan coopératif à long terme dès maintenant applicable et au-delà de 2012 afin d'en arriver à et à adopter une décision pour sa 15<sup>e</sup> session. (Copenhague) » Le PAB avait ceci d'important que cette nouvelle entente appelait des réductions allant au-delà de 5,2 % prévu par Kyoto de sorte à ne pas dépasser le seuil d'augmentation de température de 2°C.

Le CTC et le mouvement syndical international étaient à Copenhague en appui aux changements et pour en appeler à la solidarité mondiale et à l'ur-

gence d'agir. Le CTC a invité les pays développés comme le Canada à prendre les devants et à faire leurs dix priorités des syndicats pour une réduction domestique des GES au Canada.

Devinez quoi ? Hé bien, le gouvernement Obama, qui avait d'abord soulevé de grands espoirs et qui s'est sérieusement empêtré dans son débat sur sa réforme de la santé et de la crise économique, a réduit appréciablement les espérances pour finir par conclure une timide entente à huis clos avec quelques acteurs importants, sur des cibles volontaires et non obligatoires.

La Confédération syndicale internationale a exprimé sa surprise devant les résultats du sommet où les gouvernements n'ont pu conclure une entente obligatoire pour agir de manière décisive pour éviter des changements climatiques catastrophiques. Bon premier en matière de manque de leadership et d'absence de vision, le Canada a davantage agi comme un lobbyiste pour l'industrie du pétrole. En dépit du fait qu'il ait été impossible de forger une politique obligatoire, au moins ces sujets ont-ils pu être discutés et la question d'un travail décent et de la juste transition pour les travailleurs a été reconnue. Espérons qu'une entente obligatoire émergera de la COP 16 de 2010.

## Solutions pour une économie meilleure et plus verte

Pourquoi la question des changements climatiques devrait-elle être importante pour les syndicats et que pouvons-nous faire ? Elle est importante parce que nous sommes tous touchés et que les générations à venir le seront également. Les solutions aux changements climatiques sont les mêmes que celles qui résoudront la crise économique; c'est-à-dire un monde meilleur pour tous. Nous devrions percevoir les changements climatiques non seulement comme une catastrophe qui nous menace mais aussi comme une occasion de faire de véritables changements, de réaliser un progrès réel. C'est une occasion pour nous de nous faire entendre et de ne pas laisser l'initiative à la seule idéologie corporative et politique qui est responsable de ce chaos. Oui, ils doivent être imputables pour le développement sauvage, débridé et anarchique qu'ils ont encouragé, et le mouvement syndical peut montrer la voie. Il est temps d'aller de l'avant vers une économie forte en emplois mais pauvre en émissions de carbone. Les emplois verts sont durables, réduisent la pauvreté et peuvent être au cœur d'une reprise économique axée sur les emplois avec de meilleurs services sociaux, un meilleur accès à une énergie propre et moderne et sur une transition juste pour les travailleurs par la création d'emplois décents syndiqués.

## Temps d'affronter la réalité

Ici au Canada, nous pouvons réduire l'exportation de matières premières vers le tiers-monde et la réimportation des produits finis. L'empreinte environnementale du transport de matières premières vers, disons, la Chine où elles sont transférées à la manufacture qui, fort probablement, ne respecte pas de réelles normes environnementales, puis une fois encore leur transport vers le Canada est gigantesque. Combien de GES la fabrication de votre table à café, de votre lecteur Blue-Ray ou de votre ampoule à fort rendement a-t-elle nécessité ?

La clé de notre prospérité future est d'ajouter plus de valeur à nos ressources avant qu'elles ne soient exportées et en investissant davantage dans de nouvelles idées, en élargissant la base des connaissances, et en bâtissant ici des industries du futur durables sur le plan environnemental, en ciblant particulièrement les secteurs qui ont été le plus durement touchés comme les secteurs forestier et manufacturier par l'achat de nouveaux équipements. Nous pouvons aussi créer des industries pour moderniser les vieilles technologies comme les voitures qui circulent aujourd'hui sur nos routes et pour rénover les édifices existants, en augmentant les transports collectifs, en investissant dans la

recherche et le développement et dans la promotion d'une énergie renouvelable, propre et durable qui créera des emplois et réduira la dépendance aux combustibles fossiles.

Nous devrions imposer une tarification sur les produits importés de sorte à ce que les producteurs outre-mer paient le prix du contenu carbone de leurs marchandises qu'ils nous expédient et de leur empreinte laissée de ce transport. Il existe d'autres avenues comme les marchés du carbone qui, si bien gérés et appliqués, forment aussi une partie de la solution.

Finalement, il ne faut pas oublier la juste transition. Le changement ne veut pas nécessairement dire pertes d'emploi, chômage et une spirale vers le bas, mais plutôt un passage vers d'autres emplois décents et syndiqués, avec des compensations correctes pour les travailleurs et la collectivité au coeur d'une stratégie de développement économique verte correctement planifiée et frondeuse.

Il existe un solution, mais le temps presse. Ne ratons pas cette chance.